

Jugement N° 127/2019/CJ/SIII/TCC

Du 04 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0273

La Banque Sahélo-Saharienne pour
l'Investissement et le Commerce
(BSIC) Benin SA

(Me Jean de Dieu S.HOUSSOU)

C/

Théophile KOCOUISSO PLOMEY

(Me Issiaka MOUSTAPHA)

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 13 juin 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience publique
du 04 juillet 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

La Banque sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le
Commerce (BSIC) Benin SA, société anonyme au capital de
FCFA 15.418.000.000, immatriculée au RCCM de Cotonou
sous le numéro RB Cotonou 2002 B 3429 – AUT , N° B
0107 F, ayant son siège à Cotonou lot 26F- 106 rue Dako
Donou 6 131 Guinkomey-08 BP : 485 tél : 21.31.87.07/

21.31.19.33, représentée par son Président directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

Assistée de Maître Jean de Dieu S.HOUSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEUR

Théophile KOCOUISSO PLOMEY, de nationalité béninoise, chef de service gestion des bureaux direct à SAHAM ASSURANCE Benin, demeurant et domicilié à Missité Houéyiho ;

Assisté de Maître Issiaka MOUSTAPHA, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Ouï les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 28 mars 2019, la société Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) BENIN S.A a attiré KOCOUISSO PLOMEY Théophile devant le tribunal de commerce de Cotonou pour le voir condamner au paiement de sa créance ;

A l'appui de sa demande, la BSIC explique qu'elle est créancière de **KOCOUISSO PLOMEY Théophile** d'un montant de Cinq Millions Deux Cent Vingt et Un Mille Sept Cent Onze (5.221.711) F CFA relatif au solde du prêt de

10.000.000 FCFA à lui accordé suivant convention du 29 octobre 2010 ;

Qu'à l'échéance du terme, KOCOUISSO PLOMEY Théophile n'a pas honoré ses engagements et est resté débiteur de ladite somme suivant le solde de son compte à la date du 10 avril 2018, date à laquelle une mise en demeure lui a été signifiée ;

Que toutes les démarches menées en vue de son recouvrement ont échoué ;

Que cette situation préjudicie gravement aux intérêts de la BSIC et que craignant l'insolvabilité de KOCOUISSO PLOMEY Théophile, elle a dû, sur autorisation du Président du tribunal de commerce de Cotonou, pratiquer saisie conservatoire de ses biens meubles corporels ;

En réplique, KOCOUISSO PLOMEY Théophile sollicite au principal, la nullité de ladite assignation pour défaut d'indication de l'organe représentant la BSIC ;

Que la BSIC étant une société anonyme, elle ne peut à ce titre qu'être représentée soit par un Administrateur Général, soit par un Président Directeur Général, soit par un Directeur Général et non par un Administrateur Directeur Général ;

Que par ailleurs, KOCOUISSO PLOMEY Théophile affirme n'avoir pas pu honorer ses engagements en raison de son licenciement par son employeur ;

Que ledit crédit étant garanti par une assurance perte emploi, qu'il sollicite au subsidiaire, l'irrecevabilité de

l'action de la BSIC et l'octroi d'un délai de grâce de douze (12) mois ;

Sur la nullité de l'assignation

Attendu qu'au sens des articles 465, 487 et 498 de l'acte uniforme relatif aux sociétés commerciales et aux GIE, la société anonyme peut être représentée soit par le Président directeur Général soit le Directeur Général soit enfin par l'Administrateur Général ;

Attendu, par ailleurs, que l'article 195 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : « constituent des irrégularités de fond affectant la validité de l'acte : - le défaut de capacité d'ester en justice ; - le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant, soit d'une personne morale, soit d'une personne atteinte d'une incapacité d'exercice ; - le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice » ;

Attendu qu'en l'espèce, l'exploit d'assignation du 28 mars 2019 indique la mention « La société la Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) Benin SA, société Anonyme... agissant aux poursuites et diligences de son Administrateur Directeur General... »

Que cet organe Administrateur Directeur Général n'est prévu par aucun texte régissant les sociétés anonymes ;

Que c'est à tort que la société Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) Benin SA se fait représenter dans un acte de procédure par l'administrateur Directeur Général qui n'a nullement une telle habilitation légale et qui n'existe pas dans une société anonyme en droit OHADA ;

Qu'il convient de déclarer nul l'exploit du 28 mars 2019 ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Déclare nul l'acte d'assignation du 28 mars 2019 ;

Condamne La Banque sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) Benin SA aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT